

Re: Demande de défense

From Cabinet Stansal <contact@cabinetstansal.com>

To thierry.moudiki.perso@protonmail.com, Elias Stansal<es@cabinetstansal.com>

Date Wednesday, January 8th, 2025 at 13:13

Monsieur,

Nous avons bien reçu votre email et nous vous en remercions.

Malheureusement, votre Compagnie d'assurance ne nous permet pas d'intervenir pour votre défense.

Je vous précise donc, par le présent, que nous sommes au regret de renoncer à vos dossiers.

Nous vous souhaitons bon courage pour la suite avec l'Avocat qui a accepté l'aide juridictionnelle.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes salutations distinguées.

Stéphanie PORPIGLIA

Assistante de Michel & Elias STANSAL

Avocats à la Cour

175 Boulevard Malesherbes – 75017 PARIS

Tél. : 01 43 26 51 58 – Fax. : 01 40 51 86 86

AVIS DE CONFIDENTIALITE : Les informations contenues dans ce document sont confidentielles, et destinées à l'usage exclusif du destinataire. Si ce document vous parvient par erreur, vous êtes avisés que la lecture, la reproduction, diffusion ou utilisation en sont strictement interdites. Soyez aimable de nous en aviser.

Le mar. 7 janv. 2025 à 14:26, thierry.moudiki.perso <thierry.moudiki.perso@protonmail.com> a écrit :

Bonjour,

L'information se trouve à la page 101 du document ci-joint (conditions générales du contrat).

Cordialement,

T. Moudiki

Sent with [Proton Mail](#) secure email.

On Tuesday, January 7th, 2025 at 14:04, thierry.moudiki.perso <thierry.moudiki.perso@protonmail.com> wrote:

Bonjour Madame,

Je viens de faire la demande à mon assureur pour le document CVT_ProtectionJuridique_LPA2020, et je vous ai mis en copie cachée du mail.

Je vous le transfère immédiatement quand je le recevrai.

Bien à vous,

T. Moudiki

Sent with [Proton Mail](#) secure email.

On Tuesday, January 7th, 2025 at 10:27, Cabinet Stansal <contact@cabinetstansal.com> wrote:

Monsieur,

Nous avons bien reçu votre contrat mais ce dernier n'est pas complété de la Convention Protection Juridique : CVT_ProtectionJuridique_LPA2020 qui doit y être jointe.

Je vous remercie de bien vouloir me l'adresser par retour d'email.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes salutations distinguées.

Stéphanie PORPIGLIA

Assistante de Michel & Elias STANSAL

Avocats à la Cour

175 Boulevard Malesherbes – 75017 PARIS

Tél. : 01 43 26 51 58 – Fax. : 01 40 51 86 86

AVIS DE CONFIDENTIALITE : Les informations contenues dans ce document sont confidentielles, et destinées à l'usage exclusif du destinataire. Si ce document vous parvient par erreur, vous êtes avisés que la lecture, la reproduction, diffusion ou utilisation en sont strictement interdites.

Soyez aimable de nous en aviser.

Le lun. 6 janv. 2025 à 18:06, thierry.moudiki.perso <thierry.moudiki.perso@protonmail.com> a écrit :

Bonjour,

Veuillez trouver en pièce jointe les garanties liées à mon contrat d'assurance. La page 3 est celle qui vous intéresserait.

Cette plainte, c'est surtout en raison de la totale inaction à tous les niveaux, d'un ras-le-bol total lié notamment à la mise en doute de ma parole (allant jusqu'à l'enfermement sans preuve réelle, tous les documents existent), et à la mise en danger de ma vie (littéralement, et de façon prolongée dans le temps, les preuves existent), malgré de multiples démarches entreprises. Par ailleurs, cela fait des années que je ne trouve plus d'emploi stable, que je touche les minima sociaux, et qu'on ne me propose que des solutions "sociales" et/ou d'"accompagnement". Comment se réinsérer et retrouver une existence normale? C'est un cercle vicieux. Je ne parviens pas à retirer mon épargne depuis plus de 10 mois, malgré les échanges de courrier interminables, mon surendettement avéré et constaté officiellement par la Banque de France + la fin des droits à l'aide au retour à l'emploi (ARE). Les courriers d'huissiers et EDF commencent à s'empiler. Commandements de payer. Et chacun se renvoie la balle, dans le cas où j'ai la moindre réponse. Pas de défense, car pas d'argent a priori.

Je suis de nationalité française mais j'ai maintenant acquis la certitude d'être malmené par des agents d'un pays étranger (plus particulièrement le Cameroun), qui me traquent sans relâche, dans toutes les villes où je vais. Or, au même titre que tous les autres citoyens français, si cela arrivait, il faudrait que cela cesse immédiatement, car il n'y aucune justification à cela. Absolument aucune (et il faudrait qu'ils disent quelles armes ils utilisent, et pourquoi aussi librement). Autre que (et cela reste bien sûr à

démontrer par une enquête en bonne et dûe forme), des pratiques sectaires et/ou un manque de respect au "monarque" à 13 ou 14 ans (au travers d'écrits), interprété comme des velléités présidentielles. Et en périodes électorales (comme cette année, 2025 ou précédemment en 2016), ces gens se livrent à des crimes rituels (recherchez ceci sur internet, svp, c'est une réalité). Prenez ceci très au sérieux, s'il vous plaît. Et si ça vous paraît farfelu, tapez simplement "Adolphe Moudiki" (mon nom est Thierry Moudiki, et nous sommes de la même famille, mais observez l'écart de niveau de vie) dans votre barre de recherche préférée.

Bien à vous.

Sent with [Proton Mail](#) secure email.

On Monday, January 6th, 2025 at 16:06, Cabinet Stansal <contact@cabinetstansal.com> wrote:

Monsieur,

Nous avons bien reçu votre email et nous vous en remercions.

Nous ne travaillons pas à l'aide juridictionnelle.

Je vous remercie de m'adresser les garanties de votre assurance aux fins de vérification de la prise en charge possible par cette dernière.

Vous voudrez bien également me donner un peu plus de précisions, en quelques lignes, quant à *l'action en responsabilité contre l'État français que vous souhaitez engagée et/ou m'indiquer à quel stade de la procédure vous en êtes.*

Dans cette attente,

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes salutations distinguées.

Stéphanie PORPIGLIA

Assistante de Michel & Elias STANSAL

Avocats à la Cour

175 Boulevard Malesherbes – 75017 PARIS

Tél. : 01 43 26 51 58 – Fax. : 01 40 51 86 86

AVIS DE CONFIDENTIALITE : Les informations contenues dans ce document sont confidentielles,

et destinées à l'usage exclusif du destinataire. Si ce document vous parvient par erreur, vous êtes avisés que la lecture, la reproduction, diffusion ou utilisation en sont strictement interdites.

Soyez aimable de nous en aviser.

Le sam. 28 déc. 2024 à 01:09, thierry.moudiki.perso <thierry.moudiki.perso@protonmail.com> a écrit :

Bonjour,

Je vous contacte car j'ai par ailleurs assez peu de retours, par rapport à la situation décrite dans le mail transféré ci-dessous (où **tout semblerait dissocié**, mais tout est en fait lié d'une manière ou d'une autre), qui dure depuis environ 10 ans. J'ai urgemment besoin d'être défendu face à une menace et un harcèlement protéiformes. J'ai par ailleurs essayé un tas de solutions différentes (j'ai toutes les preuves écrites).

Je soupçonne une intelligence étrangère (plus précisément venant d'Afrique, du Cameroun où je pense être identifié comme "dissident", et dont les agents agissent ici en une apparente impunité totale). Je ne le dirai pas officiellement/publiquement avant que cela soit confirmé à 100% par une enquête, mais ceci pourrait vous orienter.

Je vous invite par ailleurs à rechercher mon nom sur internet, afin de consulter mes publications hebdomadaires récentes, et de juger de mes facultés cognitives inaltérées. Je suis par ailleurs disponible pour passer toutes sortes de tests cognitifs **indépendants**, car c'est l'aspect le plus souvent attaqué de façon diffamante par ma propre famille afin de décrédibiliser mes affirmations et, par conséquent, me rendre sans défense.

Je précise à toutes fins utiles qu'après avoir fait la demande d'aide juridictionnelle (voir ci-dessous), il m'a été confirmé par mon assureur Luko (Allianz), que **je dispose bien d'une garantie protection juridique pour le paiement des honoraires d'avocat**.

Cordialement,

T. Moudiki

thierry.moudiki.perso@pm.me

06 62 77 05 79

On Sunday, December 22nd, 2024 at 04:49, thierry.moudiki.perso <thierry.moudiki.perso@protonmail.com> wrote:

On Friday, December 13th, 2024 at 05:50, thierry.moudiki.perso <thierry.moudiki.perso@protonmail.com> wrote:

Bonjour,

Ce mail fait suite à ma *demande d'aide juridictionnelle en cours*. Ne parvenant plus à modifier l'échange sur le site, je vous envoie ce mail, répondant à vos diverses questions.

• **Préciser l'objet exact de la demande d'aide juridictionnelle et la juridiction saisie ou à saisir:**

objet: Demande d'aide juridictionnelle pour une action en responsabilité contre l'État français (réparation d'un préjudice), ou Demande d'aide juridictionnelle pour déposer une requête auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) contre l'État français.

juridiction: Le tribunal judiciaire de Nancy ou CEDH

Pour quelles raisons? Je suis littéralement assailli:

- Je ne parviens plus à trouver d'emploi stable (pour des raisons que j'ignore)
- Je touche moins de 600€ de revenus mensuels, une Allocation de Solidarité Spécifique (ASS, depuis une très longue période)
- Pas d'EDF, donc de chauffage (car des impayés),
- Des mois de loyers impayés
- Un logement insalubre (constaté, consigné par écrit depuis de long mois par un prestataire mandaté par la CAF)
- D'énormes difficultés à me défendre car d'énormes difficultés à avoir un avocat (conséquence directe d'un manque évident de revenus, et probablement d'autres raisons que j'ignore)
- Des périodes de détention arbitraires (également terminées après une âpre bataille, et sans justification) avec des coûts exorbitants
- Des intrusions répétées (avec déplacement du mobilier) dans mon logement depuis 7 ans (déjà signalées, qui continuent après changement de serrure). Rien de volé, sauf un sac à dos découpé une fois.
- Pas de possibilité de retirer mon épargne retraite à la BNP (voir pièce jointe, la modique somme de 2800€) depuis 10 mois, malgré de multiples échanges et le fait que les conditions sont réunies: surendettement constaté officiellement par la Banque de France sur la base des éléments fournis ci-dessus, ET la fin de droits à l'Aide au Retour à l'Emploi (ARE)
- Papiers d'identité disparus, puis retrouvés sans que rien n'ait été pris dans le portefeuille, même pas l'argent
- Une autre épargne retirée (environ 100€ disponibles): la moitié reçue, pas de justification
- Tout un tas de difficultés avec des entreprises privées (pas forcément de lien avec l'Etat, mais probablement liées): vols de livres payés, prolongation d'abonnement sans possibilité d'y mettre fin, impossibilités de retrait ponctuelles

• **Indiquer le nom et l'adresse exacte de la partie adverse**

L'Etat français (svp, ne me demandez pas l'adresse de l'Etat français, comme si l'Etat français avait une adresse)

• **Justificatif(s) d'épargne**

Voir pièce jointe pour un document officiel plus récent (daté du mercredi 11 décembre 2024).

Cordialement.

Thierry Moudiki
06 62 77 05 79